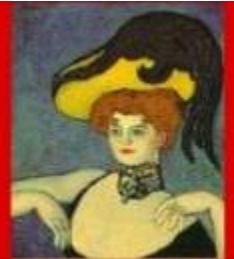


NUMERO 490

*Je n'aurais manqué un Séminaire pour rien au monde — PHILIPPE SOLLERS
Nous gagnerons parce que nous n'avons pas d'autre choix — AGNÈS AFLALO*

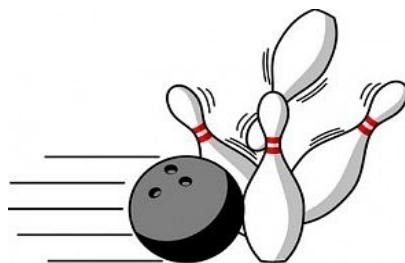
www.lacanquotidien.fr

Lacan Quotidien



Le retour du refoulé : la troïka de nouveau à Athènes – Scansion –

par Réginald Blanchet



Deux temps et trois mouvements, c'est ainsi que pourrait s'ordonner le cycle politique qui vient de s'achever sous nos yeux, le lundi 9 mars. Au premier temps, on assista à la victoire éclatante aux élections législatives de Syriza, le parti de la gauche radicale, et à sa tentative de mettre fin à la politique d'austérité imposée par les créanciers du pays (le Fonds Monétaire International, la Banque Centrale Européenne et la Commission Européenne). Au second temps, on vit le gel quasi-total du programme économique électoral de Syriza et le consentement de ce dernier à la politique mémorandaire pour une durée de quatre mois allant jusqu'au 30 juin 2015.

Ce recul s'opéra en trois mouvements. Ce fut d'abord le renoncement à la revendication majeure et ligne rouge absolue, s'il en était, du programme de Syriza, à savoir l'effacement de tout ou partie de la dette souveraine du pays. Puis, ce fut l'entérinement de la poursuite du plan de redressement de l'économie mis en œuvre depuis 2010, soit l'austérité accompagnée des réformes de type néolibéral jugées indispensables par les instances internationales. Enfin, intervint, voici quelques jours, le consentement donné par le gouvernement grec au contrôle sur pièces et sur place par le groupe d'experts (la troïka) mandaté à cet effet par les créanciers, et portant sur la mise en œuvre effective du programme de redressement. La boucle était bouclée et le retour au cadre mémorandaire, complet, à quelques aménagements près sans autre portée que symbolique.

Gel sine die du programme électoral de Syriza

Le lundi 9 mars marqua donc la scansion finale du processus d'intégration du gouvernement Syriza dans le cadre mémorandaire que ce parti avait pourtant si vivement, et de façon soutenue, vilipendé depuis son instauration voici cinq ans. Le retour de la troïka à Athènes fut donc acté à la énième session de l'Eurogroupe (l'ensemble des ministres des Finances des pays de la zone euro) consacrée à la Grèce. Ainsi prit fin la partie de bras de fer qui venait de se dérouler en deux phases. Ce fut, d'abord, et pendant à peu près dix jours (qui s'étendirent du 25 janvier au 6-7 février) le temps des illusions pendant lequel le nouveau pouvoir crut pouvoir faire reculer l'Union Européenne en entier et le FMI sur leur politique d'austérité appliquée en réponse à la crise de surendettement des États membres. On assista alors à la folle tournée des capitales européennes où le verbeux et haut en couleurs ministre des Finances grec, Yanis Varoufakis, donna toute sa mesure. (Il a depuis accédé au vedettariat international si l'on en croit *Paris-Match*, qui vient de lui consacrer sa une et quelques pages de photoreportage). L'équipée, très médiatisée, qui a tenu en haleine toute l'Europe, s'acheva à Berlin le 5 février 2015 sur la fin de non-recevoir qu'opposa, imperturbable et inflexible, le ministre des Finances allemand, Wolfgang Schäuble, à son interlocuteur grec. Que celui-ci n'y compte pas, il n'y aurait ni effacement ni aménagement d'aucune sorte de la dette de la Grèce, et la coopération du pays avec la troïka ne serait en aucun cas remise en question. C'étaient là les conditions de l'aide financière qu'Athènes sollicitait et dont elle avait un besoin urgent. Ce fut à prendre ou à laisser.



Devant tant de fermeté de la part du grand argentier de l'Europe, son créancier le plus important, le gouvernement grec, déjà isolé dans l'Union puisqu'aucun pays ne soutenait ses revendications, ne souhaitant pas quitter la zone euro, fit machine arrière. Va donc pour la dette, on en reparlera plus tard. Son effacement ne constituait plus le préalable absolu à la poursuite des négociations avec les partenaires en vue d'atteindre un compromis acceptable qui exempterait, pour partie tout au moins, la Grèce des affres de la politique d'austérité en cours d'application dans l'Europe du Sud endettée. Ce fut, ici comme ailleurs dans les affaires humaines, le premier pas qui coûtait. Il fut franchi. La clé de voûte du programme électoral de Syriza venait de céder. Le restant du programme de Thessalonique ne tarda pas à s'écrouler. Ce fut chose faite quelques quinze jours plus tard lorsqu'intervint le 20 février la signature en bonne et due forme de l'accord-cadre qui reconduisait comme devant la politique mémorandaire en Grèce. Ce recul fut crucial. Il mettait un terme formel aux velléités d'une politique anti-austérité dont Syriza se voulait le garant devant le pays. Le retour effectif depuis le 12 mars de la troïka à Athènes clôt le cycle desdites négociations, en fait le psychodrame que constituèrent ces pourparlers haletants. Il marque la reprise en mains par la tutelle de la direction de la politique économique du pays.



Le refus de savoir de Syriza

Quelles que soient les dénégations du gouvernement, qui s'échine à crier victoire là où l'échec est patent, personne ne s'y trompe. L'électorat qui, au premier temps des négociations, approuvait à plus de 80% la conduite de son représentant faisant face, seul contre tous, aux instances internationales, voire les défiant crânement, ne donne plus aujourd'hui son assentiment qu'à hauteur de 64%. Le recul est net, qui porte

sur un mois et demi de gouvernement Syriza. Les observateurs politiques ne sont pas en reste. Ne retenons ici que l'avis solidement argumenté, et non suspect de parti pris adverse puisqu'il s'agit d'un membre du comité central de Syriza et professeur de philosophie politique au King's College de Londres, Stathis Kouvelakis. Son appréciation de l'accord-cadre du 20 février est sans appel. (Cf. son interview du 23 février en ligne sur *Ijsberg Magazine*). Qu'en dit-il ? Premièrement, que « le cadre du memorandum est maintenu dans sa quasi-intégralité ». Deuxièmement, « que l'on peut parler d'un échec majeur de Syriza ». Troisièmement, que si les choses devaient désormais suivre le même cours, « le gouvernement n'aura pas d'autre choix que d'être un gestionnaire du cadre mémorandaire ». La cause fondamentale de cet état de choses ? L'illusion fatale de « croire en la possibilité de changer les choses dans le cadre actuel de l'Union Européenne ». « On ne peut pas rompre, affirme le politologue, avec les politiques d'austérité et les mécanismes de memorandum sans entrer dans une confrontation avec l'Union Européenne et, le cas échéant, sortir de la zone euro ». Plus explicitement encore : « Pour toute force qui veut s'inscrire en faux contre les choix dominants en matière de politique économique la rupture est une condition indispensable. » On ne saurait être plus net.

Or, souligne Stathis Kouvelakis, « la ligne majoritaire au sein de Syriza a évité de répondre clairement à un éventuel refus de négocier de la part des créanciers de la Grèce ». La chose est dite : Syriza a fait l'impasse sur la question essentielle de savoir ce qu'il ferait au cas où, de négociations à proprement parler, il n'y aurait pas. Le fait est là : Syriza a refusé de savoir. Il s'est rendu coupable d'une double méconnaissance sciemment entretenue. Premièrement, celle d'ignorer que son programme radical impliquait de quitter la zone euro. Deuxièmement, celle de ne pas admettre que, dès lors qu'il refusait d'emprunter cette voie, il n'était plus en position de négocier quoi que ce soit qui fût contraire à la politique d'austérité à laquelle les « institutions » s'étaient montrées indéfectiblement attachées. On peut bien poser comme axiome de son action que « on a toujours raison de se révolter » (Mao), encore faut-il en tirer la politique qui s'impose pour donner à la révolte la suite de ses effets institutionnels. C'est ce que Syriza a choisi sciemment d'ignorer. C'est en quoi on a pu parler desdites négociations comme d'une partie de poker menteur menée par le gouvernement grec. Mais le mensonge disait vrai. Syriza n'avait nullement l'intention de sortir de l'euro et était prêt à en payer le prix. C'est ce qui advint. Ce qu'il ne voulait pas savoir, ce qu'il refoulait, tout comme l'électorat qui l'avait porté au pouvoir, c'est qu'il aurait à en payer *tout* le prix. C'était là l'objet de son refoulement, de son refus de savoir qu'il désirait bien ce qu'il désirait : rester dans l'euro au prix même de renoncer à tout ce qu'il voulait pour le bien de tous. Méconnaître qu'on désire ce que l'on désire, ou ne pas vouloir ce que l'on désire, c'est ce qui fait symptôme dans l'acte manqué que constitue le calcul politique foireux, et aussi bien ce qui le fait foirer. Cela donne raison freudienne au politologue averti.

L'inconscient à l'œuvre en politique

Cela amène sans doute aussi à faire un pas de plus. À faire équivaloir très freudienement le retour du refoulé (le retour de la troïka comme l'impensé du programme électoral de Syriza, alors même que cela constituait l'implication imparable du maintien du pays dans l'euro) au désir refoulé lui-même, on dira que le désir inconscient présent dans la volonté de rester dans l'euro, volonté de la majorité de l'électorat de Syriza, était bien le retour du maître. À une condition pourtant : qu'il change la livrée de ses serviteurs.

La troïka, semblance du maître, a en effet quelque peu retouché sa façade. Son appellation, désormais et de façon significative « Groupe de Bruxelles » après avoir été tout aussi éloquemment pour un temps « les institutions » ; sa présence à Athènes, plus discrète sinon camouflée, sa composition qui admettra en son sein un représentant du ministère des Finances grec ; et enfin, le niveau des échanges qui sera « semi-politique » puisque situé désormais à l'échelon des directeurs des cabinets ministériels. W. Schäuble, *to the point* comme à son habitude, n'y est pas allé par quatre chemins. Le 10 mars, au moment de finaliser l'accord du retour de la troïka à Athènes, il enfonça davantage encore s'il se pouvait le couteau dans la plaie de Y. Varoufakis, réduit pour le coup à sa livrée d'intendant. Le grand argentier lui signifia vertement : « Si la Grèce veut parler avec les institutions, libre à elle. On ne parlera plus de troïka, mais en réalité ce sera la troïka ».

À s'en tenir là, on peut dire que le résultat le plus clair de la période qui vient de s'achever se résume à la production d'une métaphore, soit la substitution d'un signifiant à un autre, d'une dénomination à l'autre : on dira désormais « Groupe de Bruxelles » au lieu de « troïka ». Mais la métaphore est également le mécanisme du refoulement et le constituant du symptôme. L'acceptation de la troïka à condition qu'elle soit dûment métaphorisée dit que ce qui est rejeté de sa semblance passée, c'est le petit maître. C'est la guise du *missus dominicus* qui se présente au nom du maître pour procéder en son nom à l'expertise des travaux accomplis. Ce savoir-là indispose. Ce pouvoir inférieurise et offense. Y. Varoufakis n'aura pas manqué de vitupérer de son verbe haut l'aura colonialiste qui entourait les déambulations sans frein de ces experts internationaux dans la capitale et leur intrusion sans vergogne dans les lieux d'exercice du pouvoir d'État.



Dira-t-on alors que ce qu'un peuple veut, c'est le Maître, le vrai, non pas le petit maître ? Toujours est-il qu'il est indéniable que ce qui fit la fortune politique d'Alexis Tsipras, dans l'opposition comme au premier temps de ses affrontements avec l'UE et le FMI, fut précisément sa posture de défi aux maîtres du jour. Il leur tint la dragée haute au point d'insinuer l'idée qu'il pouvait être le vrai maître du jeu. Mais ce n'était que semblant. Au demeurant, cela plus que tout importait. La métaphore, mouvement de substitution d'un semblant à un autre, opérait : elle donnait satisfaction, et pas seulement au peuple grec. Mais elle a aussi ses limites.

Réparations de guerre

Interviennent alors les empoignades qui, depuis peu, mettent aux prises très directement l'Allemagne et la Grèce. Elles concernent la revendication du gouvernement grec quant aux réparations de guerre, celles qui lui seraient dues par l'Allemagne au titre des déprédatations des occupants nazis perpétrées sur son territoire et contre sa population, et restées jusqu'ici impayées. Comme quoi, une dette peut en évoquer une autre, un créancier dissimuler un vrai débiteur. Il y va là d'un déplacement entre deux guerres, de la guerre d'hier à la guerre d'aujourd'hui. Le passé décidément ne passe pas. Lui aussi fait retour. C'est le refoulé, cette fois, des puissants du jour. Eux aussi sont redevables de leur existence à quelque passé équivoque. Les affaiblis d'aujourd'hui pourraient être leur symptôme. La métaphore signifiante qui habille la force du maître accompagnera alors la métonymie des empoignades par quoi les plus faibles chercheront à prélever quelque rémunération pour leur condition. L'affrontement risque d'occuper le devant de la scène un certain temps.

Athènes, le 14 mars 2015.

Autisme et contingence : l'espace de la rencontre

par Jean-Pierre Rouillon

Le Colloque international sur « L'Affinity Therapy : recherches et pratiques contemporaines sur l'autisme » a réuni universitaires et scientifiques, psychanalystes et autres professionnels, autistes et leurs parents, au total plus de 650 participants. Cet événement, organisé à Rennes, les 5 et 6 mars 2015, par le GRA (Groupe Recherche Autisme) dans le cadre du laboratoire « Recherches en psychopathologie – nouveaux symptômes et lien social » de l'université Rennes 2, fait date à plus d'un titre.

Il s'agissait de mettre au travail les perspectives ouvertes par l'Affinity Therapy, méthode inventée aux États-Unis par Ron Suskind, journaliste politique et père d'un enfant autiste, qui se fonde sur les intérêts spécifiques dans le traitement des autistes. Myriam Perrin, organisatrice du colloque, qui a rendu compte dans *Lacan Quotidien* (1) des affinités de cette méthode avec le traitement de l'autisme mis en œuvre dans la « pratique à plusieurs » s'orientant du discours analytique, a proposé à Ron Suskind de venir présenter sa méthode en France.

La qualité et la richesse des interventions sont pour beaucoup, bien sûr, dans la réussite, mais cela ne rend pas compte de ce qui a pu toucher chacun lors de ces deux journées. Comment rendre raison de ce qui a causé la joie perceptible dans l'espace et le temps de cet événement ? Cette joie témoigne de ce qu'un bout de réel a pu être cerné, donnant forme à un traitement d'un impossible.



Nous tenterons de dessiner ce bord à partir de plusieurs points.

Les interventions de Ron Suskind, de son fils Owen et du thérapeute Dan Griffin ont tenu leur promesse de présenter le difficile combat d'une famille pour rétablir le lien avec son enfant sous les atours d'une histoire à l'américaine. Au-delà de cette prestation remarquable, un authentique dialogue s'est instauré entre les parents Suskind et les participants au colloque. Prendre appui sur l'intérêt spécifique d'un enfant autiste, sur ses affinités, ne peut en effet se réduire à une méthode. Il s'agit d'un acte qui emporte une éthique, une éthique des conséquences. Un espace s'ouvre ainsi au-delà de la simple reconnaissance, celui de la contingence de la rencontre. Ce sont ces rencontres qui ont pu avoir lieu, lors de ces deux jours, permettant que quelque chose puisse s'écrire.

La fine construction du programme du colloque ouvrait cet espace de la rencontre : les journées ont commencé avec les témoignages des parents et ceux d'autistes. Leur parole n'est pas venue compléter, illustrer, donner raison à celle des spécialistes, des professionnels. Elle est venue témoigner des inventions et des trouvailles de chacun, parents ou autistes, pour créer du lien au lieu même où il s'était défait. La place des professionnels, des spécialistes pouvait alors s'en déduire ; non pas apposer du savoir de leur tonneau sur ce qui se montre, se joue et s'écrit, mais se faire partenaire d'un savoir en train de s'inventer, plus exactement d'une élucubration de savoir sur *lalangue*. C'est à ce point même que le discours analytique peut venir résonner avec l'Affinity Therapy, de mettre la singularité du *parlêtre* au cœur de son éthique. Il peut même lui permettre de ne pas s'échouer sur les écueils propres à toute méthode, en maintenant la primauté des contingences contre les exigences de la nécessité. Le colloque ainsi ne présentait pas seulement l'Affinity Therapy, il la mettait en acte.

Alors que la doxa ne cesse de répéter que les parents exigent la production d'un diagnostic se traduisant par la mise en œuvre de protocoles enfermant la continuité de la prise en charge dans la réalisation d'un destin écrit dans les interstices de l'organique, l'appui sur les intérêts de l'enfant, sur les affinités, introduit une temporalité inédite, où la satisfaction devient le lieu d'une rencontre redonnant vie aux hasards de l'existence. Le professionnel, orienté par la psychanalyse ou l'Affinity Therapy, ne se présente plus dès lors comme l'oracle d'un destin funeste depuis longtemps gravé dans le marbre, mais comme le partenaire de ce qui cesse de ne pas s'écrire. Il n'est plus là pour stigmatiser les parents à partir de leur culpabilité, pour instaurer l'angoisse au lieu même de l'énigme du réel, mais pour partager avec eux, aussi bien le respect des défenses du sujet, que son moyen singulier de les retourner en effets de création.



On oppose souvent l'autisme de haut niveau et l'autisme de Kanner, souvent dit déficitaire. On met en avant les réalisations extraordinaires des premiers, pour laisser aux seconds la perspective de l'apprentissage difficile et douloureux des tâches simples de la vie quotidienne - lacer sa chaussure peut alors devenir le symbole même de l'autonomie enfin retrouvée. Contrairement à cette position, l'Affinity Therapy ne prône pas le respect des intérêts spécifiques pour les seuls autistes de haut niveau, bien que leurs productions en aient tracé la voie.

Comme Myriam Perrin l'a indiqué, l'Affinity Therapy s'applique aussi bien aux uns qu'aux autres. Tous les autistes présentent des intérêts spécifiques. Aussi infimes soient-ils, il s'agit d'y être attentifs. Et c'est à partir de ceux-ci qu'un autiste peut construire son rapport au monde, aux autres, à la langue et à son corps. Il s'agit d'une ouverture formidable aussi bien pour les parents que pour les professionnels, en particulier ceux qui travaillent en institution : la prise en charge n'est pas forcée de se réduire à la répétition illimitée de gestes quotidiens, à la servitude du respect des protocoles dont la reproduction infinie couvre le vide de l'existence ; l'institution peut devenir le lieu d'émergence d'inventions inouïes.

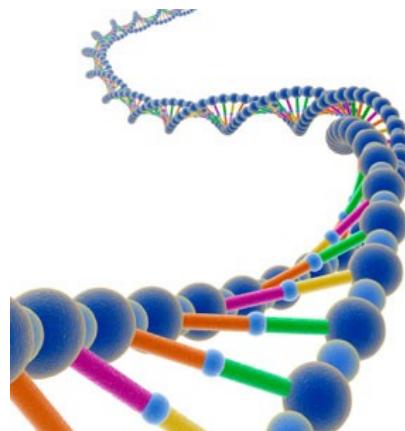
Depuis plusieurs années, une armée furieuse veut réduire la psychanalyse et les pratiques psycho-dynamiques au silence et à la disparition. Elle vient de faire alliance, pour d'obscures raisons comptables, avec ceux qui nous gouvernent et qui veulent faire de la santé une simple variable d'ajustement des logiques budgétaires. En somme, il y a des normes, il s'agit de les apprendre et de les respecter, car la singularité est toujours prise pour un gaspillage lorsque les réalités de l'existence se réduisent aux chiffres. Pourtant la psychanalyse n'est justement pas la voix de l'excès. Elle n'est pas non plus celle de la mesure. Elle est celle de la singularité, et dès lors, elle ne cesse de se faire entendre, même si son écho peut être faible. Lui donner – sans céder sur son éthique – plus d'ampleur, en l'inscrivant dans ces multiples voix qui nous viennent d'outre-Atlantique, est un pari risqué, certes, mais nécessaire dès lors qu'il y va de son existence même. Aussi Myriam Perrin, Jean-Claude Maleval nous proposent-ils ce pari qui témoigne de leur rapport décidé à la cause analytique.

Sur le même thème lire aussi « L'Affinity Therapy pour l'autiste ? » par le Collectif de praticiens auprès d'autistes paru dans Lacan Quotidien n° 489.

1 : Voir Lacan Quotidien n° 391, « « Affinity therapy » : Autisme : un nouveau souffle aux USA ? » par Myriam Perrin

Imagine... Une autre croyance : IDFix

par Michel Grollier

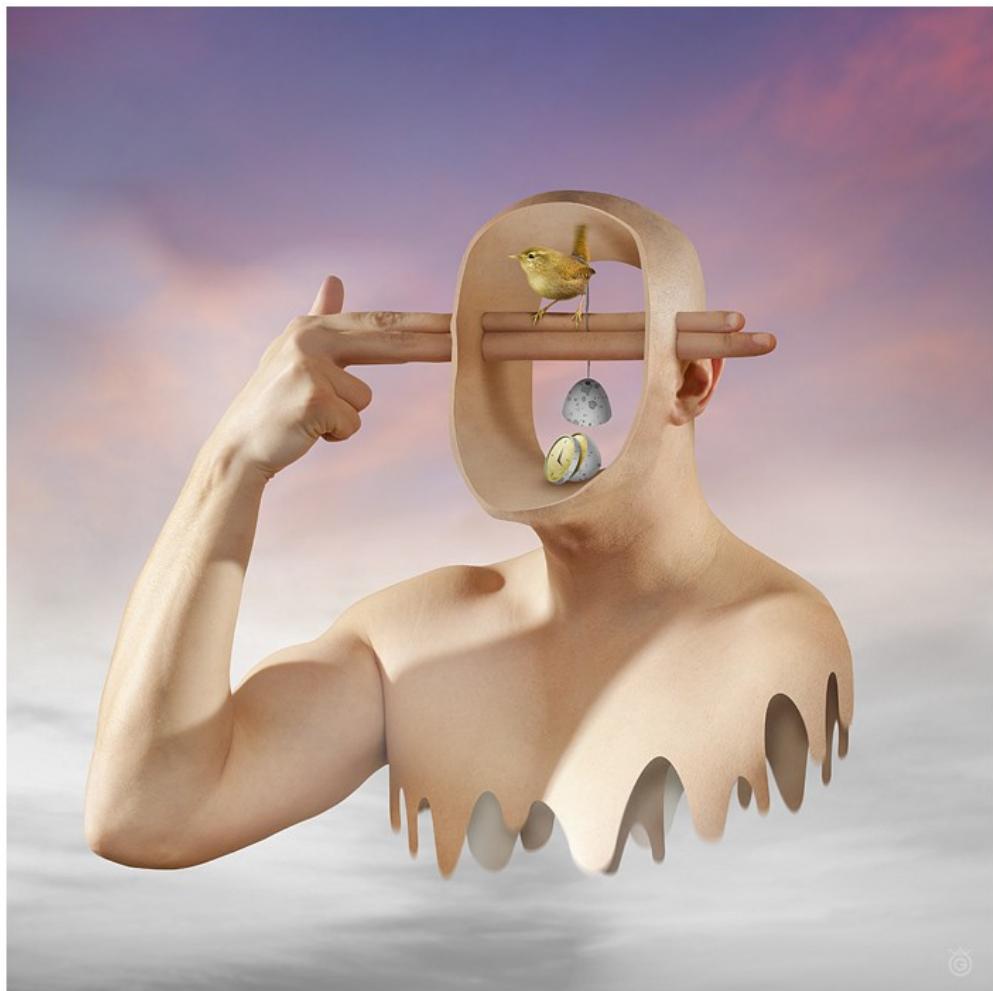


Quoi de plus enthousiasmant que l'ouverture d'un Institut des maladies génétiques consacré notamment aux maladies rares ! Qu'il se nomme « Imagine » donne à l'ensemble une dimension positive. De fait, si l'Institut existe depuis quelques années, il a été doté récemment de locaux et de moyens considérables, preuve de l'attention de l'État et de la société pour ces recherches. J'ai donc parcouru avec intérêt la plaquette de présentation après avoir pris connaissance de l'article que *Le Monde* du 1 mars lui consacrait, mentionnant une réalisation de l'Institut qui me paraissait surprenante. La plaquette le confirme : 20-25% des demandes de consultations, soit près de 5 000 consultations sur les 20 000 annuelles, portent sur la recherche d'une cause génétique à un syndrome autistique ou à une déficience intellectuelle.

Quelle fut donc la réponse de l'Institut à cette demande ? La plaquette le précise : « ces situations sont d'une extraordinaire hétérogénéité génétique », « on compte aujourd'hui plus de 250 gènes connus pour rendre compte d'une déficience intellectuelle de l'enfant et il en existe beaucoup d'autres à découvrir ». Et bien, l'Institut a choisi de reprendre une expérience déjà mise en place pour la recherche sur des maladies génétiques, baptisée Ciliome. Travaillant sur les *Ciliopathies*, des équipes avaient développé une puce de séquençage haut débit permettant l'analyse simultanée de plus de 1 200 gènes et pu ainsi avancer en repérant des mutations en cause dans certaines pathologies. Afin de traiter le flux de demandes portant sur le syndrome autistique et la déficience intellectuelle, l'Institut a donc développé une nouvelle puce de séquençage, baptisée IDFix (sic), ciblée sur les 250 gènes supposés être en cause. Il espère ainsi révolutionner les diagnostics et mieux développer la recherche.

Logique implacable où à aucun moment ne se pose la question de la part qu'y prend le sujet, ni de sa responsabilité subjective, ni de sa participation. Déficit intellectuel et syndrome autistique se trouvent totalement intriqués dans un ensemble invalidant, sous la forme d'un handicap. On note d'ailleurs, dans les publications internationales, une montée en puissance des diagnostics conjoints, mêlant parfois celui du syndrome schizophrénique... En l'absence de toute dimension clinique, on assiste à une dilution croissante de la psychopathologie dans le grand ensemble des déficits et atteintes diverses de l'intégrité humaine. Et la science s'engouffre dans ce courant sans se poser de questions.

Que penser du fait que 25% des demandes de consultation d'un institut d'étude des maladies génétiques soient le fait d'un soupçon de syndrome autistique, sinon que le refuge dans le corps de la cause de tout ratage humain se profile au détriment de toute responsabilité subjective ? Retour d'une croyance qui reprend le dessus sur toute autre – la bien nommée IDFix.



Il est vrai qu'au niveau économique la science sait y faire. Il n'est pas étonnant que Imagine s'intéresse aussi à Alzheimer et se lance, avec des laboratoires pharmaceutiques, dans des recherches sur des cibles thérapeutiques potentielles pour une pathologie aussi diffuse que cette démence. Il sera assez facile de vendre des traitements qui proposeront de réduire les risques de détériorations intellectuelles dues à l'âge. Souvenons-nous que Jacques-Alain Miller nous avait rappelé que, dans la « Note sur l'enfant » (1), il y avait un troisième point avancé par Lacan portant sur la place du corps et que ce point donne aux partenaires de l'enfant une capacité de résistance inégalable. Avec l'offre d'une causalité corporelle, génétique et physiologique, une certaine science vient offrir un point aveugle à des parents mis à mal par la différence de leur enfant, et favorise alors la passion au détriment de la raison.

1 : Lacan J., « Note sur l'enfant », *Autres Écrits*, Seuil, Paris, 2001, pp. 373-374.

Prisons : le monde de l'oubli*

par Marc Tertre



On parle surtout des prisons quand elles brûlent ou quand elles se révoltent. Récemment, elles ont occupé quelques temps les grilles de l'actualité après qu'on ait suggéré que ce sont elles qui ont rendu possibles les commandos intégristes qui ont défrayé la chronique. Pourtant, ce monde inconnu et discret (sinon secret) devrait être au centre des préoccupations de tous ceux qui se soucient de démocratie et de république. L'axe de ce billet est surtout de décrire une action éducative au sein d'une prison, en partant du vécu d'une expérience. Victor Hugo disait : « une école qui s'ouvre, c'est une prison qui se ferme ». Portrait de quelques-uns (et unes) qui portent l'utopie de Victor Hugo à l'intérieur même des grilles. (...)

Les détenus présentent une palette paradoxale de destins et de parcours selon les histoires individuelles souvent compliquées et chaotiques, le lieu où on peut les rencontrer –en maison d'arrêt et en prison pour peine, les oiseaux que l'on peut rencontrer n'ont pas le même plumage – et leur situation personnelle au moment où on les rencontre. Ils sont placés dans une situation de dépendance absolue vis à vis de l'administration pénitentiaire en général et des surveillants en particulier. La « privation de liberté » dont on parle tant n'est pas uniquement due au fait d'être placé dans un lieu clos, mais aussi de dépendre en permanence de quelqu'un pour se déplacer à l'intérieur de la prison, pour ouvrir et fermer les portes (elles sont innombrables et leur ouverture est décidée par un fonctionnaire assermenté). La « liberté d'aller et venir » nous est tellement naturelle qu'on en oublie le prix. (...)

Chargé de faire respecter la loi, le personnel de surveillance doit aussi faire avec les difficultés, les absurdités parfois, du fonctionnement carcéral dont il est le rouage essentiel. Les surveillants eux-mêmes sont placés dans une position impossible qui leur demande autant de force que de souplesse, parfois de diplomatie (mais c'est rare, et mal vu). (...)

Notre action comporte un aspect éducatif, on ne peut pas dès lors ne pas poser la question du sens. Pour moi, qui m'inscris dans le courant de l'éducation populaire, la question se pose ainsi : peut-on faire de l'éducation populaire en prison ? Ça doit être possible, puisque

le Genépi, principale association présente en détention, se place explicitement dans cette lignée. L'association avec laquelle j'agis ne se situe pas explicitement dans ce courant de pensée, mais les valeurs qu'elle défend, les méthodes qu'elle emploie et la finalité qu'elle y trouve sont tout à fait compatibles avec celui-ci. Il y a plusieurs définitions et conceptions de l'éducation populaire, d'ailleurs pas forcément exclusives l'une de l'autre. Pour ma part, j'ai depuis longtemps adopté cette définition de Jean Laurain, infatigable pédagogue de « l'éducation pour la paix » : « l'éducation populaire quant à elle ne peut avoir de sens et d'efficacité que si elle est *une auto-éducation du peuple par le peuple* ». Cela signifie qu'on considère le détenu comme maître de son destin (dans la mesure, bien entendu, des conditions particulières de celui-ci « derrière les murs ») et comme un « citoyen » (même s'il peut par ailleurs être privé de ses « droits civiques »). Ceci s'oppose à deux conceptions du détenu, comme individu stigmatisé, portant à jamais les traces de l'univers carcéral, ou comme « pauvre malheureux » qu'il conviendrait d'aider par « charité », qu'elle soit d'essence religieuse ou pas... (...)

Le plus souvent, il y a plusieurs formateurs au sein d'une même prison qui échangent, se coordonnent et proposent des contenus spécifiques selon leurs capacités et les demandes. Il y a également le travail considérable effectué par l'Éducation nationale. Depuis 1995, une convention lie le ministère de la Justice et celui de l'Éducation nationale autour d'une série de contrats d'objectifs qui placent l'éducation et la formation au cœur du principe de réinsertion. Une des priorités est la lutte contre l'illettrisme et l'analphabétisme qui frappent plus souvent en prison (et particulièrement dans les maisons d'arrêt) ; toute une série de formations peut exister, jusqu'aux études universitaires. (...)

Il y a aussi des satisfactions rares. Un détenu qui rentre dans un processus de libération (ce qui implique souvent un changement d'affectation) et qui vous explique qu'il va quitter le cours d'informatique mais tient à vous féliciter. (...)

Il y a eu une augmentation importante des durées d'emprisonnement sous la droite sarkozyste, autant que sous la gauche hollandaise. Le taux moyen sous écrou est ainsi passé de 8 mois en 2007 à 10 mois en 2012, pour dépasser actuellement les 12 mois. La plupart de ceux qu'on croise ne le sont que pour des « petits délits » (vols, dégradations, outrages, délits routiers, violences) ou sont placés en préventive (et sont donc potentiellement innocents).

Bien loin des fantasmes de « prison cinq étoiles » de certains, la prison représente aussi l'inconscient démocratique de nos sociétés, le lieu de relégation qui les contient et les résume tous.

Depuis qu'elle a été « inventée » (la prison comme punition principale des délits et des crimes ne date pas de plus de 200 ans), la prison a toujours été confrontée à la question de son manque d'efficacité (la prison comme lieu par excellence de la récidive, la prison comme « école du crime »). Mais ce manque d'efficacité est aussi consécutif au fait que, comme institution, elle est aussi fermée sur l'extérieur et sur la société, qu'elle constitue elle-même le miroir de la situation de coupure radicale qu'elle offre comme destin à ceux qui y ont été condamnés. Sans même parler de « fin de la prison », vision singulièrement révolutionnaire dans un monde où l'utopie est renvoyée tristement aux échéances électorales, il convient peut-être d'ouvrir les murs et de faire connaître une vérité, sinon cachée, du moins fort discrète. C'est en tout cas à cette mesure que cet écrit voudrait modestement participer.

*Extraits d'un article paru sur [mediapart le 7 février 2015](http://mediapart.fr/article/7fevrier2015)

Lacan Quotidien

publié par navarin éditeur

INFORME ET REFLÈTE 7 JOURS SUR 7 L'OPINION ÉCLAIRÉE

▪ comité de direction

directrice de la rédaction **catherine lazarus-matet** clazarusm@wanadoo.fr

directrice de la publication **eve miller-rose** eve.navarin@gmail.com

conseiller **jacques-alain miller**

▪ comité de lecture

pierre-gilles gueguen, catherine lazarus-matet, jacques-alain miller, eve miller-rose, eric zuliani

▪ équipe

édition **cécile favreau, luc garcia**

diffusion **éric zuliani**

designers **viktor&william francboizel** vwfcbzl@gmail.com

technique **mark francboizel & olivier ripoll**

médiateur **patachón valdès** patachon.valdes@gmail.com

▪ suivre Lacan Quotidien :

▪ ecf-messager@yahoogroupes.fr □ liste d'information des actualités de l'école de la cause freudienne et des acf □ responsable : **éric zuliani**

▪ pipolnews@europsychoanalysis.eu □ liste de diffusion de l'eurofédération de psychanalyse

□ responsable : **gil caroz**

▪ amp-uqbar@elistas.net □ liste de diffusion de l'association mondiale de psychanalyse □ responsable : **oscar ventura**

▪ secretary@amp-nls.org □ liste de diffusion de la new lacanian school of psychanalysis □ responsables : **Florencia Shanahan et Anne Béraud**

▪ EBP-Veredas@yahoogrupos.com.br □ uma lista sobre a psicanálise de difusão privada e promovida pela AMP em sintonia com a escola brasileira de psicanálise □ moderator : **patricia badari** □ traduction lacan quotidien au brésil : **maria do carmo dias batista**

POUR ACCÉDER AU SITE **LACANQUOTIDIEN.FR** [CLIQUEZ ICI.](#)

• *À l'attention des auteurs*

Les propositions de textes pour une publication dans Lacan Quotidien sont à adresser par mail (catherine lazarus-matet clazarusm@wanadoo.fr) ou directement sur le site lacanquotidien.fr en cliquant sur "proposez un article",

Sous fichier Word □ Police : Calibri □ Taille des caractères : 12 □ Interligne : 1,15 □ Paragraphe : Justifié □ Notes : à la fin du texte, police 10 •

•À l'attention des auteurs & éditeurs

**Pour la rubrique Critique de Livres, veuillez adresser vos ouvrages, à NAVARIN
ÉDITEUR, la Rédaction de Lacan Quotidien – 1 rue Huysmans 75006 Paris.**